

Paris appuie la force antidjihadiste au Sahel

La Mauritanie, le Niger, le Mali, le Burkina Faso et le Tchad vont mobiliser 5 000 hommes contre le terrorisme

BAMAKO - *envoyé spécial*

Vingt ans après l'apparition de ce qui est devenu Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), cinq pays du Sahel tentent d'unir leurs forces pour contrer l'activité des groupes djihadistes qui enjambent leurs frontières pour les frapper au cœur. Dimanche 2 juillet, à Bamako, les chefs d'Etat de la Mauritanie, du Niger, du Mali, du Burkina Faso et du Tchad ont lancé officiellement la Force conjointe-G5 Sahel (FC-G5S), dotée de 5 000 hommes, censée lutter contre les groupes terroristes et les organisations criminelles qui naviguent à leur guise dans ce grand espace désertique du nord de l'Afrique. Cette force, encore embryonnaire, est soutenue à bout de bras par la France, très engagée militairement dans cette région.

Signes d'ensablement

« Invité d'honneur » au sommet de Bamako, Emmanuel Macron, le président de l'ancienne puissance coloniale commune à ces cinq pays, a fait office de chef d'orchestre. Depuis son élection, Paris est en effet à la manœuvre pour donner corps à cette force qui doit épauler les 11 000 casques bleus de la Mission des Nations unies au Mali (Minusma) et l'opération française « Barkhane », consacrée à la lutte antiterroriste au Sahel.

Le chef d'Etat français a promis d'« accompagner fortement la nouvelle structure ». Concrètement, Paris fournira d'ici à la fin de l'année une soixantaine de véhicules tactiques, du matériel de transmission et de communication pour un montant évalué à 8 millions d'euros, ainsi qu'un soutien opérationnel sur le terrain.

M. Macron a insisté sur « la complémentarité » de ces différentes structures et contredit ceux qui lui prêtent l'intention d'y trouver une voie de sortie pour la coûteuse opération « Barkhane » (800 millions d'euros par an),

qui donne des signes d'ensablement au Mali.

Un retrait prématuré serait un signe d'échec au regard de l'instabilité actuelle de la zone qu'elle est censée sécuriser, aux côtés de l'ONU et des armées nationales. Depuis le mois de février, le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont ainsi perdu 150 soldats.

La France a porté la résolution 2359 votée le 21 juin à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui « salue le déploiement de la FC-G5S ». Paris dut négocier pied à pied avec les Etats-Unis. Et le résultat est en deçà des espérances, notamment sur la question du financement et du mandat onusien, refusés par Washington à la FC-G5S.

Sur le fond, personne ne conteste ni la nécessité ni l'urgence de lutter contre les groupes djihadistes au Sahel, qui se sont alliés en mars au sein du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, dirigé par Iyad Ag-Ghali, l'ennemi public numéro un dans la région – ce qui passe par une plus grande implication des pays placés en première ligne. A ce sujet, M. Macron s'est également entretenu, jeudi, au téléphone avec Abdelaziz Bouteflika, le président de l'Algérie, puissance régionale incontournable.

Mais le G5 Sahel a-t-il les moyens de ses ambitions ? A priori, non. La coalition entre le Nigeria, le Cameroun et le Niger, depuis 2015, contre la secte islamiste nigériane Boko Haram permet de tirer certains enseignements, mais elle a aussi montré ses limites.

Les objectifs initiaux de la FC-G5S en tiennent d'ailleurs compte. Les pays concernés s'engagent ainsi à réunir 5 000 hommes, soit 1 000 par pays, et projettent de doubler à terme ce contingent. Cela semble raisonnable.

Mais un pays comme le Tchad, dont l'armée est la plus aguerrie du groupe, a déjà engagé ses soldats contre Boko Haram, dans la surveillance de quelque 1 200 km de frontière avec la Libye, et dans

la Minusma – dont les pays du G5 Sahel fournissent d'ailleurs plus de 40 % de l'effectif. Dans un entretien au *Monde*, le président tchadien Idriss Déby avertissait, fin juin, que son pays « ne peut pas avoir des forces dans le G5 Sahel et en même temps dans une autre mission sur le même théâtre ».

Les financements font défaut

S'ajoute la question « du niveau de formation et d'équipement, très disparate d'un pays à l'autre, sans parler de l'interopérabilité des différentes armées », rappelle-t-on dans l'entourage du président nigérien Mahamadou Issoufou. La France insiste d'ailleurs pour que ce FC-G5S ne se constitue pas « au détriment des fondamentaux », en clair, la formation et la remise à niveau des armées nationales, notamment celle du Mali, laminée par la crise de 2013. « C'est une

Les cinq pays du Sahel s'engagent à verser chacun 10 millions. « On est encore loin du compte », regrette le président malien Keïta

priorité pour « Barkhane » d'accompagner [le G5 Sahel] dans la durée, jusqu'à ce que la situation soit pacifiée », déclarait au *Monde* le ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian.

Pas question pour autant « d'augmenter les effectifs de « Barkhane », mais plutôt de planifier davantage d'opérations conjointes régulières avec la FC-G5S », explique-t-on à l'Elysée. Des opérations d'appui – en parallèle aux actions militaires 100 % françaises – qui devraient, dans un premier temps, se limiter à la zone où se croisent les trois frontières Mali-Niger-Burkina Faso. Là où s'est concentré, ces derniers mois, l'essentiel de l'activité des djihadistes.

Tous ces projets dépendent de financements qui, pour le moment, font défaut. Déboutée lors du vote de la résolution 2359, la France annonce vouloir profiter de sa présidence du Conseil de sécurité, en octobre, pour remettre le dossier sur la table à l'ONU. En attendant, elle tente de convaincre ses partenaires européens – l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas notamment – de mettre la main à la poche.

L'UE a promis une enveloppe de 50 millions d'euros, dont une partie seulement sera destinée au FC-G5S. Les cinq pays du Sahel se sont engagés dimanche à verser chacun 10 millions. « On est encore loin du compte », regrette le président malien Ibrahim Bou-bacar Keïta, selon lequel le budget annuel nécessaire est de 420 millions d'euros.

Le sujet du financement a d'ailleurs occupé l'essentiel des discussions à huis clos des chefs d'Etat réunis au palais présidentiel à Bamako. La France a fait savoir qu'elle ne signerait pas de chèque en blanc. En conférence de presse, M. Macron a ainsi desiné sa méthode : ne pas attendre que tout le budget soit réuni pour avancer, mais au contraire aller rapidement et par étapes en suivant scrupuleusement une feuille de route qui fera l'objet d'évaluations régulières. « C'est à vous de convaincre que le G5 est efficace, les résultats doivent être au rendez-vous si vous voulez entraîner des partenaires », a-t-il averti.

Dons au Mali

Le locataire de l'Elysée semble décidé à reproduire la même méthode en ce qui concerne le processus de paix d'Alger, signé il y a deux ans entre les belligérants maliens mais dont la mise en œuvre se fait attendre. Enfin, en plus du volet sécuritaire, M. Macron a annoncé la mise à disposition pour le Mali d'une enveloppe de 200 millions d'euros de dons, sur cinq ans, destinés à des projets de développement. ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT

AQMI diffuse une vidéo de six otages, dont une Française

AL-QAIDA AU MAGHREB ISLAMIQUE (AQMI) s'est invité, à sa manière, au sommet contre le terrorisme organisé, dimanche 2 juillet à Bamako, en présence du président Emmanuel Macron et de ses homologues du G5 Sahel (Mauritanie, Niger, Burkina Faso, Tchad, Mali). Samedi, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), qui chapeaute désormais tous les groupes djihadistes actifs dans la zone, dont une émanation d'AQMI, a publié une vidéo de six otages étrangers, dont l'Australien Arthur Kenneth Elliott (82 ans), et la Française Sophie Pétronin, âgée d'une soixantaine d'années.

Cette dernière, une médecin nutritionniste à la tête d'une association d'aide à l'enfance, a été enlevée en le 24 décembre 2016 par des hommes armés à Gao, dans le nord du Mali. Aucun groupe n'avait jusqu'à pré-

sent revendiqué ce rapt. La vidéo de 16 minutes et 50 secondes, non datée, a été publiée samedi sur la messagerie Telegram.

« Donner un prix à une vie »

Emmanuel Macron s'est félicité de cette première « trace de vie » de l'otage française. Alors que la famille de Sophie Pétronin s'est plainte de l'inertie et du silence des autorités françaises, le président a assuré : « *Soyez sûrs que tous les services de l'Etat sont mobilisés pour la retrouver, la ramener saine et sauve auprès des siens.* » Pour aussitôt ajouter : « *Mais soyez sûrs que pour ma part, je ne céderai à aucune provocation, aucun propos facile, parce que nos assaillants n'attendent qu'un jeu explicite avec les pouvoirs publics pour pouvoir donner un prix à une vie et pour pouvoir généraliser ce commerce qui aujourd'hui les fait vivre.* »

Les quatre autres otages sont le Sud-Africain Stephen McGown, enlevé en novembre 2011 par AQMI à Tombouctou, dans le nord du Mali, le Roumain Iulian Ghergut, enlevé en avril 2015 au Burkina Faso, où il travaillait dans le secteur minier, la missionnaire suisse Béatrice Stockly, kidnappée en janvier 2016 à son domicile à Tombouctou toujours par AQMI, et la religieuse colombienne Gloria Cecilia Narvaez Argoti, enlevée en février dans le sud du Mali.

Un Suédois, que les djihadistes retenaient en otage depuis près de six ans, a recouvré la liberté, a annoncé lundi 26 juin le ministre des affaires étrangères à Stockholm. Johan Gustafsson, 42 ans, avait été enlevé en novembre 2011 à Tombouctou, dans le nord du Mali, ainsi que deux ressortissants des Pays-Bas et d'Afrique du Sud. ■

CH. CT